

Arrêt

n° 227 774 du 22 octobre 2019
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maîtres D. ANDRIEN et Z. ISTAZ-SLANGEN
Mont Saint Martin 22
4000 LIEGE

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative et désormais par la Ministre des Affaires sociales et de
la Santé publique, et de l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE DE LA IIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 7 novembre 2016, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire - demandeur d'asile, pris le 6 octobre 2016.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 2 août 2019 convoquant les parties à l'audience du 3 septembre 2019.

Entendu, en son rapport, E. MAERTENS, présidente de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me T. NISSEN loco Mes ANDRIEN Dominique & ISTAZ-SLANGEN Zoé, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me L. RAUX loco Mes D. MATRAY et N. SCHYNTS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

La requérante s'est déclarée réfugiée le 29 février 2016 auprès des autorités belges.

En date du 30 septembre 2016, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a pris une décision de refus du statut de réfugié et du statut de protection subsidiaire à son encontre. Le recours introduit à l'encontre de cette décision a été rejeté par un arrêt du Conseil n°180 960 du 19 janvier 2017.

Le 6 octobre 2016, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire-demandeur d'asile à l'égard de la requérante. Cette décision qui constitue l'acte attaqué est motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

Une décision de refus du statut de réfugié et de refus de la protection subsidiaire a été rendue par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides en date du 30/09/2016

(1) L'intéressé(e) se trouve dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : l'intéressé demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis à l'article 2, en effet, l'intéressé(e) n'est pas en possession d'un passeport valable avec visa valable.

En exécution de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire dans les 30 (trente) jours.»

2. Recevabilité du recours - intérêt.

2.1. Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil) déclare automatiquement le recours irrecevable, en l'absence de l'intérêt légalement requis.

Conformément à l'article 39/56, §1, de la loi du 15 décembre 1980 relatif à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers (ci-après : la « Loi »), les recours visés à l'article 39/2 de la même loi peuvent être portés devant le Conseil par l'étranger justifiant d'une lésion ou d'un intérêt. Le Conseil souligne que l'intérêt à agir, tel que prévu à l'article 39/56 de la loi sur les étrangers, doit exister au moment de l'introduction du recours en annulation et doit être maintenu jusqu'à ce que la décision soit prise. Lorsque l'intérêt du requérant est mis en cause, il doit prendre clairement position à ce sujet et fournir les informations nécessaires pour déterminer si cet intérêt existe ou non (Conseil d'État du 26 janvier 2007, n° 167.149).

Pour que le requérant ait un intérêt au recours, il ne suffit pas qu'il soit lésé par l'acte juridique attaqué et qu'il subisse un préjudice. L'annulation de la décision attaquée doit également conférer un certain avantage à la partie requérante et doit donc être effective.

2.2. Lors de l'audience, le Conseil rappelle que la Cour de justice de l'Union européenne, dans son arrêt Gnandi (affaire C-181/16) du 19 juin 2018, a estimé qu'une décision de retour peut être adoptée à l'encontre d'un ressortissant de pays tiers ayant introduit une demande de protection internationale, dès le rejet de cette demande par l'autorité responsable et partant, avant l'issue du recours juridictionnel contre ce rejet, à condition, notamment, que l'Etat membre concerné garantisse que l'ensemble des effets juridiques de la décision de retour soient suspendus dans l'attente de l'issue de ce recours, que ce demandeur puisse, pendant cette période, bénéficier des droits qui découlent de la directive 2003/9/CE du Conseil, du 27 janvier 2003, relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres, et qu'il puisse se prévaloir de tout changement de circonstances intervenu après l'adoption de la décision de retour, qui serait de nature à avoir une incidence significative sur l'appréciation de la situation de l'intéressé au regard de la directive 2008/115, notamment de l'article 5 de celle-ci, ce qu'il appartient à la juridiction nationale de vérifier. Autrement dit, la partie requérante pourrait avoir à faire valoir des éléments intervenus postérieurement à la prise de la décision attaquée, liés notamment à ses conditions d'accueil ou aux éléments ayant une incidence significative sur l'appréciation par le Conseil de la situation de l'intéressé au regard de l'article 74/13 (art. 5 de la directive transposé), et ce jusqu'à la clôture, par le Conseil, de sa demande de protection internationale.

2.3. Le Conseil expose également l'évolution factuelle de la présente affaire, qui montre que le statut de réfugié et le statut conféré par la protection subsidiaire ont été refusés au requérant par l'arrêt du Conseil n°180 960 du 19 janvier 2017 et que la décision attaquée n'a pas été exécutée, le requérant étant toujours sur le territoire.

2.4. A l'audience, il est expressément demandé à la partie requérante d'expliquer l'intérêt actuel qu'elle pourrait avoir au présent recours à la lumière de la jurisprudence de la Cour de justice en la matière, telle qu'exposée ci-dessus, et ce au vu, d'une part, du rejet définitif de la demande d'asile, et d'autre part, du grief principal de la partie requérante selon lequel l'ordre de quitter le territoire ne peut être pris tant que la procédure de recours contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et apatrides est toujours en cours.

2.5. La partie requérante a déposé une note d'audience, ainsi que les documents suivants :

- une composition de ménage du 29 août 2019 attestant de l'inscription de la requérante et de ses deux enfants mineurs au domicile de son compagnon depuis le 23 octobre 2017.
- un certificat médical du 26 juin 2019 attestant de la grossesse de la requérante dont la date d'accouchement est prévue au 5 octobre 2019.
- une copie d'un acte de reconnaissance prénatale du 3 juin 2019.
- une copie de la liste des documents déposés dans le cadre d'un dossier de mariage auprès de l'administration communale de Mechelen datée du 8 octobre 2018.
- une carte d'identité de la fille cadette de la requérante née le 27 octobre 2017 et délivrée le 9 février 2018.
- une copie du titre de séjour du compagnon de la requérante

Elle estime que ces documents démontrent la vie familiale et affective qu'elle a développée en Belgique depuis l'introduction de son recours avec son compagnon et les deux enfants du couple. Elle signale être enceinte d'un troisième enfant et qu'une procédure de mariage et de regroupement familial ont été entamées en manière telle que son éloignement vers le Congo emporterait violation de l'article 8 de la CEDH et de l'unité familiale.

2.6. Le Conseil observe que les éléments évoqués par la partie requérante, (à l'exception de la naissance de son fils aîné le 20 avril 2016), sont tous intervenus après l'adoption de l'acte attaqué et constituent des changements de circonstances susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'appréciation de sa situation au regard de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980.

Toutefois et dans la mesure où ces éléments sont postérieurs à l'arrêt du Conseil n°180 960 du 19 janvier 2017 clôturant définitivement la procédure d'asile de la requérante, ils ne peuvent être pris en considération pour s'assurer du respect par la partie défenderesse des droits tirés des directives 2003/9/CE et 2008/115 précitées pendant l'examen du recours juridictionnel contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Au surplus, s'agissant spécifiquement de la situation du fils aîné de la requérante, né le 20 avril 2016, et également visé par l'acte attaqué, le Conseil observe qu'au moment de la décision attaquée, sa filiation n'était établie qu'à l'égard de sa mère, la requérante. Et si la composition de ménage produite à l'audience semble induire, par l'attribution du nom du père, une reconnaissance de paternité ultérieure de l'enfant, force est de constater que ni le dossier administratif, ni le dossier de procédure ne permettent toutefois de déterminer si ce lien de filiation paternelle a été établi avant l'arrêt de clôture de la procédure d'asile au Conseil le 19 janvier 2017, en manière telle que cet élément ne peut également être pris en considération.

2.7. Par conséquent, à défaut d'établir que ses droits liés aux conditions d'accueil ou aux exigences de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 ont été affectés, pendant l'examen de son recours de plein contentieux, la partie requérante ne démontre pas l'intérêt actuel requis par la loi et le recours est donc irrecevable.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-deux octobre deux mille dix-neuf par :

Mme E. MAERTENS,

président de chambre,

Mme G. BOLA-SAMBI-BOLOKOLO ,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

G. BOLA-SAMBI-BOLOKOLO

E. MAERTENS